



Pension Services

Rétrospective et perspectives

L'année 2011 a été marquée par des catastrophes naturelles, des changements politiques - en particulier dans le monde arabe - et par la crise de la dette en expansion en Europe et dans le monde occidental. Ces événements ont eu une incidence majeure l'an dernier pour les caisses de pension et donc pour vous, nos clients. Et une chose est sûre: ces sujets nous occuperont encore en 2012.

Pour Swiss Life Pension Services SA, la focalisation sur la Suisse et sur la fourniture de services en Suisse signifie que nous traitons méticuleusement et systématiquement toutes les questions liées aux caisses de pension qui concernent nos clients. C'est la raison pour laquelle nous avons à nouveau compilé pour vous un aperçu des événements de 2011, conçu pour appuyer vos réflexions sur la gestion entrepreneuriale de votre caisse de pension et de votre entreprise.

Janvier 2011

Le gouvernement britannique décide de supprimer l'âge légal de la retraite. Les Britanniques décideront à l'avenir eux-mêmes de la date à laquelle ils prendront leur retraite. En outre, l'âge minimum pour recevoir la rente étatique a été élevé à 66 ans, pour les femmes (+ 6 ans) et pour les hommes (+ 1 an). La suppression de l'âge de la retraite s'inscrit dans un paquet de réformes visant à adapter la prévoyance vieillesse aux défis financiers futurs.

Février 2011

Le président égyptien Hosni Moubarak démissionne de son poste. Le mouvement de protestation en Égypte a réussi, en 18 jours, notamment à travers les manifestations sur la place Tahrir, à faire chuter un régime de près de 30 ans.

En Libye la confrontation entre opposants au régime et forces de sécurité s'intensifie. Les protestations contre le régime Kadhafi se poursuivent et atteignent, en dépit de la répression massive, la capitale Tripoli. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies et l'UE adoptent à l'unanimité des sanctions contre le dictateur libyen Kadhafi.

Mars 2011

Un séisme de magnitude 9.0 secoue le Japon. Le tsunami en résultant, avec ses vagues atteignant 30m, dévaste nombre de villes et villages sur un segment côtier long de centaines de kilomètres et fait des milliers de victimes. Dans la centrale nucléaire de Fukushima, les événements mettent le système de refroidissement hors service. Des explosions et des incendies dans les réacteurs entraînent une fusion du cœur nucléaire. L'état d'urgence atomique est proclamé dans le pays.

Les chefs d'État de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour définir un ensemble de mesures visant à surmonter la crise de la dette. Le cœur du système est le mécanisme européen de stabilité (MES), qui doit remplacer mi-2013 les mesures temporaires de sauvetage de

l'euro. Les pays de l'euro sont en outre enjoins de faire preuve de plus de discipline dans leur politique budgétaire.

Avril 2011

Le très endetté Portugal demande l'aide de l'UE afin d'assurer le financement du pays et de son économie. Le Portugal est, après la Grèce et l'Irlande, le troisième pays de la zone euro à nécessiter l'aide financière internationale. La Banque centrale européenne augmente les taux directeurs pour la première fois depuis le déclenchement de la crise financière, afin de renforcer la stabilité des prix.

Selon le projet du Conseil fédéral relatif à la régulation des grandes banques, celles-ci doivent maintenir jusqu'à fin 2018 des fonds propres de base imputables d'au moins 19 % des actifs pondérés en fonction des risques. Au minimum 10 % de ces fonds de base doivent être des fonds propres purs. Les obligations spéciales qui sont automatiquement converties en actions lorsque la valeur baisse en-deçà de certains seuils (« cocos ») peuvent représenter jusqu'à 9 %. En outre, les grandes banques doivent apporter la preuve que les fonctions d'importance systémique seront maintenues en cas de crise (par exemple à travers une séparation).

La société américaine Johnson & Johnson reprend Synthes, le plus grand groupe de technique médicale de Suisse, pour CHF 21,3 milliards.

Mai 2011

La Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international présentent le paquet de sauvetage de EUR 78 milliards qui a été négocié avec le Portugal. Les taux d'intérêt bas et une réduction de la dette sur une durée prolongée devraient éviter au Portugal de glisser vers une récession.

La société japonaise Takeda achète au prix de CHF 12 milliards le fabricant suisse de produits pharmaceutiques Nycomed.

Juin 2011

Le groupe SIX vend avec effet début 2012, pour EUR 0,6 milliards, sa part de 50 % de la bourse de commerce suisse-allemande Eurex à la bourse allemande. Celle-ci devient ainsi l'unique propriétaire de la bourse de dérivés la plus grande et la plus performante du monde.

Le parlement grec approuve le programme financier à moyen terme, satisfaisant ainsi à l'une des conditions du paiement de la tranche suivante (EUR 12 milliards) des crédits de sauvetage internationaux. En outre, le programme d'économie fournit, à travers un allègement du budget étatique de EUR 28 milliards jusqu'en 2015, la base des aides financières futures à partir de 2012. La votation s'accompagne de mouvements de contestation et de manifestations en partie violents.

Juillet 2011

Axel Weber, ancien chef de la Bundesbank allemande, est nommé au poste de président d'UBS. Il reprendra en mai 2012 la présidence du conseil d'administration de la société.

Les chefs d'État des 17 pays de la zone euro se mettent d'accord sur une participation du secteur privé au désormais nécessaire rééchelonnement de la dette grecque. Le fonds de sauvetage européen est considérablement augmenté, ce qui constitue une étape supplémentaire vers la communautarisation de la charge de la dette. Un deuxième paquet de sauvetage à hauteur de EUR 109 milliards est en outre adopté pour la Grèce.

La Deutsche Bank annonce que le banquier d'investissement Anshu Jain et le chef pour l'Allemagne Jürgen Fitschen remplaceront en mai 2012 Josef Ackermann à la tête du groupe Deutsche Bank.

La Syrie tente d'étouffer les mouvements de contestation persistants dans le pays en envoyant des troupes dans différentes villes. L'UE alourdit en conséquence ses sanctions contre les membres du régime.

Août 2011

L'agence de notation S&P réduit la note des USA d'AAA à AA+. La Banque Centrale Européenne annonce l'achat d'obligations d'État supplémentaires. Les marchés boursiers subissent de ce fait de nouvelles lourdes pertes.

La Banque nationale suisse (BNS) décide pour la troisième fois en deux semaines d'augmenter fortement les liquidités sur le marché monétaire en francs. Les avoirs à vue des banques d'affaires auprès de la BNS devraient passer de 120 millions à 200 millions.

Les affrontements entre rebelles libyens et forces gouvernementales atteignent Tripoli. Kadhafi perd le pouvoir et sa résidence est mise à sac par les rebelles.

Septembre 2011

La BNS annonce une limite minimale du taux de change entre le franc suisse surévalué et l'euro. 1 euro doit valoir au moins 1.20 franc. La BNS veut appliquer cette limite à tout prix. Le monde politique accueille cette décision positivement.

La ministre des affaires étrangères Micheline Calmy-Rey donne sa démission pour la fin de l'année.

Des primes de risque énormes sont exigées pour les obligations d'État italiennes, elles atteignent le double des valeurs encore enregistrées début juillet et sont nettement supérieures aux suppléments sur les titres espagnols. L'agence de notation S&P abaisse la note de l'Italie.

UBS annonce qu'un collaborateur à Londres a causé une perte de USD 2,3 milliards en exécutant des transactions non autorisées. L'action UBS perd en conséquence près de 11 % et atteint son plancher annuel. Oswald Grübel, qui dirige le groupe, assume ses responsabilités et démissionne avec effet immédiat.

Le Bundestag allemand approuve le renforcement du plan de sauvetage de l'euro. La capitalisation est ainsi augmentée à près de EUR 780 milliards. Le montant de garantie de l'Allemagne d'élève ainsi désormais à EUR 211 milliards. Cet argent serait mis à disposition si les États membres ne sont plus en mesure d'acquitter leurs dettes.

Octobre 2011

Novartis annonce une suppression de 2'000 places de travail, notamment sur les sites de Bâle et de Nyon.

Les chefs d'État de la zone euro adoptent un paquet de mesures destinées à contenir la crise de la dette. Les banques créancières de la Grèce acceptent une remise de dette à hauteur de 50 %. Le fonds de sauvetage de l'euro est augmenté à EUR 1 billion. Les banques d'importance systémique dans l'UE doivent élever leur taux de fonds propres de base à 9 %. Les réactions sur les marchés financiers sont positives.

Novembre 2011

Le Conseil fédéral abaisse le taux d'intérêt LPP de 2,0 % à 1,5 %.

Les chefs d'État du G20 adoptent des prescriptions plus strictes relatives aux fonds propres pour les banques d'importance systémique ainsi que des contrôles plus efficaces pour les hedge funds et d'autres acteurs financiers.

Le premier ministre italien Berlusconi se déclare prêt à démissionner après l'adoption du plan d'austérité par le Parlement, ce qu'il fait quatre jours plus tard. L'ex-Commissaire de l'UE et professeur d'économie Mario Monti se voit confier la tâche de former un gouvernement de transition.

Le nouveau chef de l'UBS, Sergio Ermotti, publie la stratégie, principalement basée sur la réduction progressive de la banque d'investissement. Il est prévu de supprimer 2'000 places de travail dans ce domaine.

Le CS intègre les activités de Clariden Leu à ses activités de gestion de fortune. Il prévoit ainsi de réaliser une économie annuelle de CHF 200 millions et de supprimer 550 places de travail.

Décembre 2011

L'agence de notation S & P menace d'abaisser les notes de l'Allemagne et de la France si la crise de l'euro n'est pas bientôt réglée.

Les députés italiens ont accepté un premier programme d'assainissement du gouvernement Monti. Le projet comprend principalement des augmentations d'impôt.

L'élection de renouvellement complet du Conseil fédéral n'a rien changé à sa composition politique. Alain Berset est élu pour la première fois au gouvernement national.

Swiss Life Pension Services SA

En 2011, nous avons poursuivi notre croissance et avons doublé notre chiffre d'affaires. Nous employons fin 2011 plus de 25 collaborateurs. Sept experts en assurances de pension, quatre actuaires ASA, cinq gérants et spécialistes en administration diplômés ainsi que trois comptables diplômés s'occupent des activités liées à la caisse de pension de nos clients.

Nous avons conclu en 2011 une assurance responsabilité civile, de sorte que nos clients sont actuellement couverts contre de potentiels sinistres chiffrés en dizaines de millions. En 2012, notre système de contrôle interne (SCI) sera optimisé dans les domaines de la gérance, de la gestion technique et commerciale de caisses de pension afin de satisfaire aux standards les plus

élevés. Nos processus et nos contrôles dans ce domaine seront ensuite certifiés par une société d'audit de premier plan en Suisse au travers d'un rapport d'audit ISAE 3402. Nous nous adaptions ainsi aux besoins croissants de nos clients en matière de transparence et de bonne gouvernance, ce qui garantit à nos partenaires commerciaux une solution d'outsourcing de qualité et efficace. Notre plateforme administrative a convaincu de nombreux clients et nous nous occupons actuellement de l'implémentation des règlements de nouveaux clients ainsi que de la reprise de données. Notre équipe d'implémentation professionnelle offre une plus-value à nos clients à travers la gestion de projets et garantit une reprise de grande qualité. Les gérants et spécialistes administratifs de nos clients peuvent ainsi se consacrer à leurs activités principales.

Outre plus de 120 calculs IAS et US GAAP, nous avons effectué plus de 20 actualisations dynamiques des engagements et des cash flows de caisses de pension. Nous avons discuté des mesures avec les clients et préparé les bases décisionnelles pour les conseils de fondation. L'époque des études Asset & Liability classiques avec « simple optimisation des actifs » est bientôt révolue, après l'introduction des dispositions sur la réforme structurelle. L'important aujourd'hui, ce sont avant tout les effets sur le rendement cible futur d'une caisse de pension ainsi que les paiements de solidarité et de transfert en fonction des générations d'assurés. Si les coûts des rentes de vieillesse sont subdivisés sur la base des mêmes critères, des augmentations de rente et des bonifications d'un intérêt supplémentaire satisfaisant au principe de causalité seront comprises par les assurés actifs. On promet ainsi la transparence et réduit la complexité. Nous veillons à ce que les conseils de fondation comprennent nos actualisations dynamiques et à ce qu'ils puissent prendre des décisions de qualité.

Je me réjouis de vous rencontrer personnellement en 2012. Nous sommes toujours là pour vous !

Roland Schmid
Directeur

Pension Services – La société de conseil de Swiss Life

Vous pouvez nous contacter :

Swiss Life Pension Services AG
General-Guisan-Quai 40, Case postale, 8022 Zurich
Téléphone 0800 00 25 25
pension.services@swisslife.ch
www.slps.ch

